

justice et soutien pour leur survie



© Thomas Cramatte

Silence, on tourne dans les fermes

Depuis environ une année, Frédéric Gonseth et sa femme Catherine Azad suivent des familles de paysans de la région pour documenter leur colère. Un film qui aura l'ambition de recréer le dialogue ville-campagne.

C'est une parcelle à l'état sauvage, l'air complètement abandonné, qui borde un champ d'herbe courte. «Vous voyez, ça, c'est une jachère, explique Frédéric Gonseth, certains paysans sont payés pour laisser leurs champs pousser sauvagement, pour la biodiversité. Beaucoup sont choqués d'être payés pour abandonner un champ.»

Des incohérences du système agricole actuel, il pourrait en parler plusieurs heures. Paiements directs, prix qui plongent, conditions de vie difficiles pour les agriculteurs: pour lui, plus grand chose ne fait sens dans notre relation au monde paysan aujourd'hui.

Alors la colère paysanne, il a eu envie de la documenter. Depuis une

année, caméra à la main, Frédéric Gonseth, et sa femme Catherine Azad, s'immergent dans la vie de cinq agriculteurs ou familles d'agriculteurs romands. Parmi ceux-ci, cinq sont basés dans le district de Lavaux-Oron. Raphaël van Singer et Laurence Traber tiennent la micro ferme «La Chèvre et le Chou» à Palézieux. Philippe Porta, à Forel, possède une quarantaine de vaches laitières et 92 hectares de polyculture. Il y a aussi Anouk Hutmacher et Marc Piccand, non loin d'Oron-la-Ville.

Le réalisateur précise: «Le monde paysan, on est dedans depuis tellement longtemps. Nous avons longtemps côtoyé des familles de paysans et, un temps, nous avions même des animaux de ferme à nous. Mais nous avons vraiment découvert ce monde en décidant d'aller le filmer. On est parti de la plus

petite famille, et la plus mal connue, la moins aidée, c'est la micro ferme. Avec ses problèmes très spécifiques par rapport au reste du milieu. Et on ne voulait pas en rester là, nous voulions couvrir un panel maximum de types de cultures, des grandes, des petites, des élevages, etc.»

Une vie pour le documentaire

Le couple a l'habitude des documentaires, si ce n'est pas l'expertise, avec la presque trentaine de films à leur actif. Voyages, histoire, politique, leurs thèmes se suivent sans se ressembler, à une exception près: l'impact.

«Nous avons toujours fait des films d'impact. C'est notre manière de vivre et de faire. C'est pour ça que nous aimons la forme du documentaire, depuis toujours. Pour ce projet, on ne s'est même pas posé la question, c'était une évidence.»

L'impact, ici, serait de renouer le dialogue entre ville et campagne, brisé depuis longtemps. La faute, selon le réalisateur, à notre mode de consommation, l'arrivée des grandes surfaces, le décalage entre producteur et consommateur, bref, à une dérive de notre monde économique. D'un geste vague, il montre le village. «Oron, c'est une caricature qui résume parfaitement la situation. Vous avez combien de supermarchés, ici? Et comme s'il n'y en avait pas assez, Aldi va arriver en face de Lidl. Mais la spécificité du village, c'est qu'il y a un marché le samedi matin. Ça ne devrait pas être une spécificité! Ça devrait être normal!» En 2012, c'est à Botiza, dans les carpatines roumaines, que Frédéric Gonseth et Catherine Azad filmaient les paysans. Là-bas, des familles entières vivent encore sans la mécanisation et travaillent avec des chevaux, comme cela se faisait en Suisse jusque dans les années

cinquante. «Aujourd'hui, les gens sont coupés de leurs racines. On en arrive à une situation où, d'une part, 98% de la population n'a plus aucun lien avec l'agriculture, et d'autre part, les gens ne se rendent pas compte à quel point ils ne paient plus rien pour leur nourriture. Et ils râlent dès que les prix augmentent, alors que c'est symbolique, à côté des assurances et des loyers! Mais le résultat, c'est qu'aujourd'hui en Suisse, on a 3 ou 4 domaines qui ferment chaque semaine.»

La colère comme trame

Lorsque le couple embrasse la thématique, la révolte paysanne n'a pas encore commencé. Alors quand les premières voix se font entendre, que les panneaux se retournent et que les tracteurs débarquent en ville, le tournage prend une autre ampleur.

«Nous avons été très vite passionnés, nous nous sommes même aperçus que nous côtoyons toutes ces personnes depuis des décennies sans se mettre complètement à leur place. Alors nous voulions voir qu'elle était la réaction, la force, la motivation de ce mouvement, qui étaient ces gens. Et ils veulent se raconter, ils veulent communiquer avec les citadins.» En les suivant dans leur quotidien, mais aussi à travers leurs actions de revendications, les cinéastes se font porte-parole des peurs et des inquiétudes du monde paysan.

Coproduit par la RTS, le film verra le jour sur le petit écran d'ici à l'automne 2025, et dans quelques salles de la région. «Si un dialogue peut se faire, il commencera dans les salles de cinéma», espère Frédéric Gonseth.



© Elise Dottrens

Pas loin de son lieu de résidence, Frédéric Gonseth a trouvé de quoi encore mieux apprendre à connaître sa région, à travers ses agriculteurs.

Élise Dottrens
elise.dottrens@le-courrier.ch

Thomas Cramatte
thomas@le-courrier.ch

A l'international

L'accord Mercosur : menace supplémentaire ?

Dans le contexte tendu qui touche le secteur agricole, l'accord de libre-échange entre la Suisse et les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) inquiète les paysans suisses. Ce partenariat commercial vise à exonérer à moyen terme environ 95% des exportations suisses vers ces pays. En contrepartie, les importations de viande (bœuf, dinde et de poulet) provenant de ces pays seront facilitées, provoquant une entrée massive de produits sud-américains sans droits de douane.

Pour les agriculteurs helvétiques, le Mercosur discriminerait la production suisse, puisque les coûts de production, les normes environnementales ou sociales, sont moins stricts dans ces pays. Résultat des courses, ils redoutent de voir des prix de vente significativement plus bas que les produits issus de la production nationale.

Les agriculteurs français se sont rassemblés le 18 novembre à 85 endroits pour protester contre l'accord prévu entre l'Union européenne et les pays d'Amérique latine. La situation chez nos voisins est qualifiée d'«urgence dramatique» par le premier syndicat agricole de l'Hexagone, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Si les mouvements de protestation des agriculteurs français avaient influencé la Révolte agricole suisse, tous sont devant le même constat: ils attendent que leur gouvernement passe à l'action plutôt que de temporiser.

La mobilisation en Suisse, bien qu'actuellement moins visible, est tout aussi palpable. Les agriculteurs se sentent sous pression constante, accablés par les charges administratives et les exigences environnementales, tout en étant confrontés à une concurrence déloyale des produits importés. Ils revendiquent des actions concrètes pour protéger l'agriculture suisse et garantir une rémunération juste pour leur travail.

L'accord avec le Mercosur, s'il est ratifié, pourrait fragiliser davantage une profession déjà à bout de souffle, d'autant que les importations massives risquent de réduire les prix des produits locaux, mettant en péril la viabilité de nombreuses exploitations. Pourtant, si l'accord entre l'Association européenne de libre-échange (AELE-SECO) et le Mercosur s'avère profitable sur le plan économique, il risque d'aggraver les tensions existantes. La question centrale reste la suivante: comment concilier ouverture du marché et préservation d'une agriculture locale respectueuse des normes sociales et environnementales ?